

Olivier Chastel : «La grève est instrumentalisée»

13 Le nombre d'actions - grèves générales, grèves tournantes et manifestations nationales - déjà lancées par les syndicats contre le gouvernement Michel en 18 mois.

Grève à la SNCB, grève dans les prisons, le président du MR, Olivier Chastel, charge la gauche de récupérer voire d'instrumentaliser la grogne syndicale.

● **Interview :**
Caroline FIXELLES & Albert JALLET

Olivier Chastel, vous êtes président du MR ; la contestation sociale est au plus fort. Les grèves et les manifestations s'enchaînent contre le gouvernement. Quel est votre sentiment ?

Mon premier sentiment : je suis préoccupé, car on sait que ces mouvements sociaux ne sont ni bons pour l'économie ni pour l'image du pays. Ils pénalisent les étudiants qui doivent se rendre à leurs examens, les travailleurs à leur boulot.

Je mets ces actions sur le compte des réformes, sur plusieurs fronts, menées par le gouvernement. Qui dit réformes, dit inmanquablement changements dans les mentalités et les habitudes. Cela suscite des craintes qui peuvent se traduire par des mouvements sociaux.

Et votre deuxième sentiment ?

C'est qu'une partie de la gauche francophone, sinon instrumentalisée, récupère le mouvement syndical chaque fois que possible. Une partie de la gauche plus extrême (entendez le PTB) instrumentalise et l'autre (le PS) récupère. Par ailleurs, il faut noter le rôle de cette gauche extrême dans la radicalisation de la base syndicale, dont les responsables ont perdu la maîtrise.

Sous influence ou pas, le mouve-

«Le mouvement syndical francophone est en train de communautariser le débat et c'est très dangereux.»

ment syndical francophone est en train de communautariser le débat. C'est très dangereux. On est en train d'exacerber, avec ces grèves en Wallonie, le sentiment anti-wallon de la Flandre. Ce n'est pas bon pour le pays.

Ce sont essentiellement les syndicats francophones qui sortent. Pourquoi ?

La fracture syndicale, sur un certain nombre de dossiers, est significative de l'emprise politique sur ces grèves. Cette volonté d'abîmer le gouvernement fédéral est beaucoup plus prégnante en Wallonie qu'en Flandre.

L'objectif est-il, clairement, de faire tomber le gouvernement ?

Dans le chef de certains, oui. Quand on entend comme seul argument, «On en a marre de ce gouvernement», ça me paraît clair. Il est des d'autant plus difficile pour des responsables syndicaux d'expliquer concrètement les raisons de leur action.

Les syndicats contestent l'absence de discussion et de concertation sociale

avec ce gouvernement.

L'enveloppe bien-être, la norme salariale, les prépensions, les crédit-temps... : une série de sujets qui ont été discutés en concertation, que le gouvernement a totalement ou presque appliqués. Sous le gouvernement précédent, la concertation sociale était à l'arrêt. Elle n'existait pas car les syndicats n'admettaient pas qu'un pouvoir politique, dont le PS, mette en œuvre un certain nombre de réformes.

Les syndicats dénoncent ici des réformes antisociales...

Les réformes mises en œuvre par ce gouvernement étaient largement d'actualité sous le précédent. J'ai retrouvé des propos d'Elio Di Rupo où il expliquait pourquoi on mettait en œuvre des réformes en matière de pension et qu'il était nécessaire de travailler plus longtemps pour sauver le système de pensions.

C'est de la mauvaise foi alors ?

Il y a une attitude d'exagération, de caricature voire de mensonge, dans ce qui est colporté. L'annulation du temps de travail, prévue dans la loi Peeters, est un bon exemple.

Dire que la majorité MR-N-VA veut faire passer la semaine de travail de 38 h à 45 h, c'est faux. Le régime des 38 h est toujours bien d'actualité et cette annulation ne sera pas imposée mais discutée avec les travailleurs. Quand j'entends certains dire qu'on retourne au Moyen Âge : on entre simplement dans le 21^e siècle ! ■

EN TROIS PHRASES

«C'est un des 1^{ers} ministres les plus présents à la Chambre»

On ne voit pas beaucoup Charles Michel en ces temps mouvementés ; Olivier Chastel, le président du MR ne l'entend pourtant pas de cette oreille. «C'est un des Premiers ministres qui est le plus présent à la Chambre le jeudi. C'est l'opposition qui a voulu le mouiller. Mais dans le conflit des prisons, c'est quand

même Koen Geens qui est en charge du dossier. Et chaque fois que Koen Geens s'avance, il est couvert par le Premier et les autres ministres. Qu'aurait-on dit s'il avait repris le dossier ? Il ne va pas se substituer à son ministre.» Même s'il l'a déjà fait avec d'autres...

«Je pense qu'il est très présent auprès de ses ministres.» Mais ça,

les gens ne le voient pas.

Dans le conflit, anormalement long, des prisons, le premier mi-

nistre ne devrait-il quand même pas sortir ? En cas de gros clash, le gouvernement ne résisterait pas. Là, le président se raidit. Il ne veut pas penser à ce type de scénario. Le gouvernement ne peut pas tomber. ■ **Ca.F. et A.J.**

«Le gouvernement ne peut pas tomber sauf... »

«Le gouvernement ne peut pas tomber sauf si un des quatre partenaires se sent gêné. Mais il devra réfléchir deux fois plutôt qu'une, avant de le faire. C'est difficile de valoriser l'action du gouvernement maintenant. Il faudra attendre la fin de la législature pour voir les résultats des réfor-

mes que nous sommes en train de faire.»

Olivier Chastel est un homme confiant. Dans l'action du gouvernement.

Même si la position n'y est pas toujours confortable...

«Le MR est la seule formation francophone et doit donc faire face à une opposition forte. En

Flandre, ils sont trois partis et font donc face à une opposition faible. Leur inconfort vient du fait qu'ils doivent se différencier les uns des autres, parfois sous des électorsats fort proches, de centre-droit.»

N'est-ce pas là, le talon d'Achille de cette formation ?

■ **Ca.F. et A.J.**

«Le MR ne voulait pas partir seul. Mais je ne regrette rien»

«Le gouvernement ne peut pas tomber. Parce qu'un gouvernement tombe plus sur des dissensions internes que sur des causes extérieures. Or, ici, ça se passe bien dans la coalition.» Sauf que de l'autre côté de la frontière linguistique, ça frotte quand même sérieusement entre les trois partis de la majorité.

«Je parle avec les présidents flamands. Après 18 mois et des réformes qui correspondent pourtant plus aux attentes de l'électorat flamand, les partis au pouvoir ne capitalisent pas. Ils en sont conscients et le disent : "on ne symbolise pas les réformes parce qu'on se chamaille tout le temps".»

Ça ne risque pas d'arriver côté

francophone, où le MR est bien seul. «Nous ne voulions pas partir seul, rétorque Olivier Chastel.

Mais je ne regrette rien. Au Fédéral, c'est un gouvernement qui permet les réformes.» Dont les fruits arriveront en fin de la législature, assure Chastel ; raison pour laquelle le gouvernement tiendra jusque-là. CQFD. ■ **Ca.F. et A.J.**

L'AMBIANCE

Pas de renforts militaires pour les Diablos

Olivier Chastel, un président, avec un bureau de président et un salon de président.

Au 9^e étage du siège du MR, Olivier Chastel nous attend. Derrière lui, la vue sur Bruxelles. À ses pieds, les embouteillages.

Il opte pour le grand sofa jaune. Et se cale dans le coin. Une tasse de café et un grand verre d'eau sur la table basse. Sur l'accoudoir, son smartphone qu'il surveille d'un œil.

Il prend la posture du président. Calme, posé, sûr de lui, il passe en revue l'actualité. Il défend le gouvernement et par-dessus tout son Premier.

Commenter les sondages,

très peu. Regretter d'avoir été seul au gouvernement, jamais.

Confiant, il assure qu'il faut attendre. Que les résultats des réformes finiront par payer et que les gens comprendront qu'ils avaient raison. Mais voilà, il faut aller jusqu'au bout et que les réformes se concrétisent. Ce n'est pas gagné.

Les mouvements sociaux ? C'est difficile pour les usagers, les détenus, ceux qui travaillent, les étudiants.

Reste à espérer que les Diablos rouges feront un bon parcours. Petit clin d'œil présidentiel : «Là, Wilmots ne pourra pas faire appel aux militaires pour remplacer les blessés.»

Ca.F. et A.J.

IL A DIT

LA GRÈVE SNCB

«Je dois vous avouer que j'ai découvert la possibilité que des travailleurs aient des récupérations lorsqu'ils sont en congé. C'est quand même surréaliste, surtout quand on analyse la seule raison pour laquelle ils débraient. La mise en application d'une correction technique suite à une négociation en décembre. Il y a de quoi se poser des questions sur la maîtrise de la base par les responsables syndicaux.»

LA GRÈVE DES PRISONS

«Entre la situation de départ et ce qui est sur la table aujourd'hui, on ne peut pas dire que le ministre Geens n'est pas un homme de dialogue : à chaque fois, il y a des propositions complémentaires à ce qu'ont accepté les syndicats néerlandophones le 6 mai.

En Flandre, les mentalités et les rythmes de travail ont changé. Ils ont pu faire preuve de flexibilité par rapport aux économies. En Wallonie, sous le couvert des syndicats, on s'est braqué sur des acquis, et sur une absence de volonté d'évoluer.»

LE COMITÉ DE CONCERTATION

«Après les attentats, la presse étrangère a pointé des "dysfonctionnements" et pratiqué du Belgian bashing. Cela a été utilisé par l'opposition : en s'en prenant à la Belgique, elle voulait s'en prendre au gouvernement fédéral. Mais le dernier comité de concertation s'est bien passé. Il en faudrait encore deux ou trois comme ça. Et sortir de la logique de guérilla.»

LES VOITURES DE SOCIÉTÉ

«Le MR est ouvert à la discussion afin d'ouvrir cet avantage fiscal à d'autres choses. On peut imaginer une globalisation d'avantages fiscaux qui prend en compte la voiture de société mais aussi d'autres formes de mobilité, pour peu qu'on ne lèse pas celui qui bénéficie d'une voiture de société aujourd'hui et qu'on ne fasse pas peser sur l'employeur une charge supplémentaire.

Le CD&V, un peu comme nous, veut ouvrir le champ du montant consacré à la voiture de société : une voiture de société plus petite, avec abonnement de train pour certains jours, etc. L'Open Vld va plus loin en proposant de transformer cet avantage en cash.»

LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

«On critique le gouvernement là-dessus mais sur les seuls quatre premiers mois de l'année, la lutte contre la fraude fiscale a ramené 228 millions €. Un montant équivalent à ce qu'on a récupéré par an sur les trois années précédentes. Comment dès lors imaginer, avec un gouvernement que l'on dit laxiste en matière de fraude fiscale, que l'on en soit arrivé à de tels chiffres ?

Il est emblématique de parler des Panama Papers mais il faut voir ce qui est mis en place derrière ! L'administration suit rigoureusement les 149 Belges déjà localisés, etc. En revanche, les échanges entre pays sont encore trop peu nombreux. Le fisc belge est assez démuné face à la transparence de cette information.»

LE RULING

«Je comprends la manière dont le ministre Johan Van Overtveldt a temporisé sur le sujet. Ce n'est pas parce qu'il ne veut pas récupérer les 700 millions € d'excess profit rulings mais parce qu'il connaît les conséquences d'une non stabilité en matière fiscale.

L'excess profit ruling existe depuis 10 ans ! Si récupérer ces millions veut dire faire fuir toute une série d'entreprises parce qu'il n'y a plus de sécurité juridique dans notre pays par rapport à la législation fiscale existante, on n'aura pas gagné grand-chose en tentant de récupérer cette somme. Si on donne le signal que, dans notre pays, il suffit qu'on ait un vent contraire pour changer les règles, il n'y a plus une entreprise qui s'installera en Belgique.»